Philippe Val explique son soutien à "Valeurs actuelles"



Article rédigé par huffingtonpost.fr, le 24 juin 2021

Source [huffingtonpost.fr] Philippe Val, ancien patron de Charlie Hebdo, assistait au procès de Valeurs Actuelles pour défendre, explique-t-il au HuffPost, la liberté de la presse.

C'est ce mercredi 23 juin que se tenait le procès de l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs Actuelles*, assigné en justice par la députée Insoumise Danièle Obono. En cause, un dessin et une fiction dans laquelle l'élue était dessinée et décrite en esclave, et <u>dont la publication fin août 2020 avait suscité un tollé</u>. Elle avait porté plainte pour "injures à caractère racial".

Au cours de cette journée au tribunal, l'ancien directeur de *Charlie Hebdo*, Philippe Val a notamment été entendu à la demande de la défense. Comme vous pouvez le voir dans notre vidéo ci-dessus, il est revenu sur les raisons de sa présence au micro du *HuffPost*.

L'ancien directeur de *Charlie Hebdo* a tout d'abord expliqué être là pour défendre <u>le principe de la liberté de la presse</u>, face à ce qu'il qualifie de "morale publique" ou "d'opinion".

"Je suis venu parce que précisément je défends un principe. Les lois contre le racisme et les lois qui protègent les libertés de la presse sont précieuses et elles sont précises. Je suis venu alors qu'on ne peut guère me soupçonner d'être un aficionado de *Valeurs Actuelles*, pour défendre un principe qui menace tous les journaux, c'est-à-dire mêler le droit et une morale publique qui se prétend être la meilleure (...) Le droit doit être dit, sinon demain c'est *Libération*, c'est *L'Humanité*. Demain c'est n'importe qui qui peut être attaqué au nom de l'opinion", a détaillé Philippe Val, ajoutant un peu plus tard dans une référence aux lois sur la liberté de la presse votée en 1881: "la démocratie française elle a commencé vraiment le jour où ont été votées les lois de 1881".

Alors qu'il n'hésite pas à faire un parallèle avec le procès des caricatures de *Charlie Hebdo* - "le principe de la liberté de la presse est le même", Philippe Val réfute toute "droitisation". Ce mercredi sur Twitter, le patron de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon voyait dans son audition une "dérive vers l'extrême droite".

Retrouvez l'intégralité de l'article en cliquant ici